

Avis n° 6 du 15-05-2024
Remise le 10/06/24
par Mr BRISSET
Gérard.

Demande de Certificat d'urbanisme opérationnel déposée le 30/05/2024
Dossier n°CU 71456 24 E0010

Par : Monsieur BRISET Gérard

Demeurant : 33 route de Dole 71620 DAMEREY

Pour : construction d'une maison individuelle

Sur un terrain à : rue du Bois de Bépraux, Colnand 71620 SAINT-MARTIN-EN-BRESSE

Cadastré : E1171, E1174, E1181

Le Maire,

- Vu la demande de Certificat d'urbanisme susvisée,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 Juillet 2006, modifié le 19 Juin 2014,
- Vu l'avis Enedis en date du 05/06/2024,
- Vu l'avis de la Saur en date du 05/06/2024,
- Considérant l'article A1 du PLU de Saint Martin en Bresse dispose que sont interdites les constructions et installations non nécessaires à l'activité agricole,
- Considérant que le projet prévoit la construction d'une maison individuelle,

ARRÊTE

Article 1 : Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour l'opération envisagée, seulement en zone Nhl.

Article 2 : Disposition d'urbanisme applicable au terrain :
Le terrain est soumis à deux zonages : Nhl et A

Article 3 : Le terrain est grevé par la servitude suivante :
-PT3

Article 4 : Risque
-radon catégorie 1
-risque sismique niveau 2

Article 5 : L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Réseaux	Desserte du terrain	Avis service ou concessionnaire
Voie(s) publique(s)	desservi	Gestionnaire – Commune de Saint Martin en Bresse VC n°25 rue du Bois de Bépraux : – Une permission de voirie ainsi qu'une demande d'alignement seront sollicitées à la mairie de Saint Martin en Bresse préalablement à tout début de travaux.
Eau potable	desservi	Exploitant SAUR- Le raccordement au réseau d'eau potable est favorable au frais du pétitionnaire. Le regard et le compteur seront dimensionnés par les services techniques et le service des eaux selon les besoins exprimés par le pétitionnaire. Le regard compteur devra être installé en limite du domaine public pour être accessible par le service des eaux.
Eaux pluviales	desservi	Gestionnaire – Commune de Saint Martin en Bresse
Assainissement collectif	non desservi	Exploitant assainissement individuel : SPANC SICED Bresse Nord :
Electricité	desservi	Exploitant ENEDIS

Article 6 : Les contributions citées ci-dessous seront liquidées après la délivrance d'un permis et en cas de non opposition à une déclaration préalable.

- Taxe d'Aménagement communale : 2% (délibération n°96/2014)
- Taxe d'Aménagement départementale : 1,30%
- Redevance d'Archéologie Préventive : 0,40%

Article 7 : Les participations citées ci-dessous pourront être prescrites par un permis et en cas de non opposition à une déclaration préalable.

Participation sans procédure de délibération préalable

- participations pour équipements publics exceptionnels (Article L332-8 du code de l'urbanisme)

Participation conventionnelle :

- projet urbain partenarial (article L332-11-3 du code de l'urbanisme)

Article 8 :

- Terrain non compris dans un périmètre soumis a permis de démolir (R*421-27 code de l'urbanisme)
- Terrain non compris dans un périmètre soumis à déclaration préalable pour les clôtures (Article R*421-12 du code de l'urbanisme)
- Terrain non compris dans un périmètre soumis à déclaration préalable pour les ravalements de façade (Article R*421-17-1 e)
- Terrain non compris dans le périmètre d'une zone d'aménagement concerté (article L311-1 du code de l'urbanisme)

L'absence de dépôt de demande d'autorisation d'urbanisme n'exonère pas le pétitionnaire du respect de la réglementation en vigueur (code de l'urbanisme et PLU Saint Martin en Bresse approuvé le 17 Juillet 2006, modifié le 19 Juin 2014)

Article 9 : Le terrain :

- n'est pas soumis au Droit de Préemption Urbain (DPU)
- n'est pas soumis au Droit de Préemption sur les cessions de fonds de commerce, de fonds artisanaux et de baux commerciaux

Article 10 : Préalablement à la réalisation de votre projet, les formalités suivantes pourront être nécessaires :

- demande de permis
- déclaration préalable

Article 11 : Possibilité de sursis à statuer sur une demande d'autorisation d'urbanisme : permis, déclaration préalable de non opposition.



Fait à SAINT-MARTIN-EN-BRESSE

Le 14/06/2024

Pour le Maire,
L'adjoint délégué
Yves DESSAUGE

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L2131-2 du code général des collectivités territoriales

INFORMATIONS

DUREE DE VALIDITE

La durée de validité d'un Certificat d'Urbanisme (qu'il s'agisse d'un certificat d'urbanisme d'information ou d'un certificat d'urbanisme opérationnel) est de 18 mois à compter de sa délivrance.

PROLONGATION DE VALIDITE (Article R410-17 du code de l'urbanisme)

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par période d'une année sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé.

La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger est :

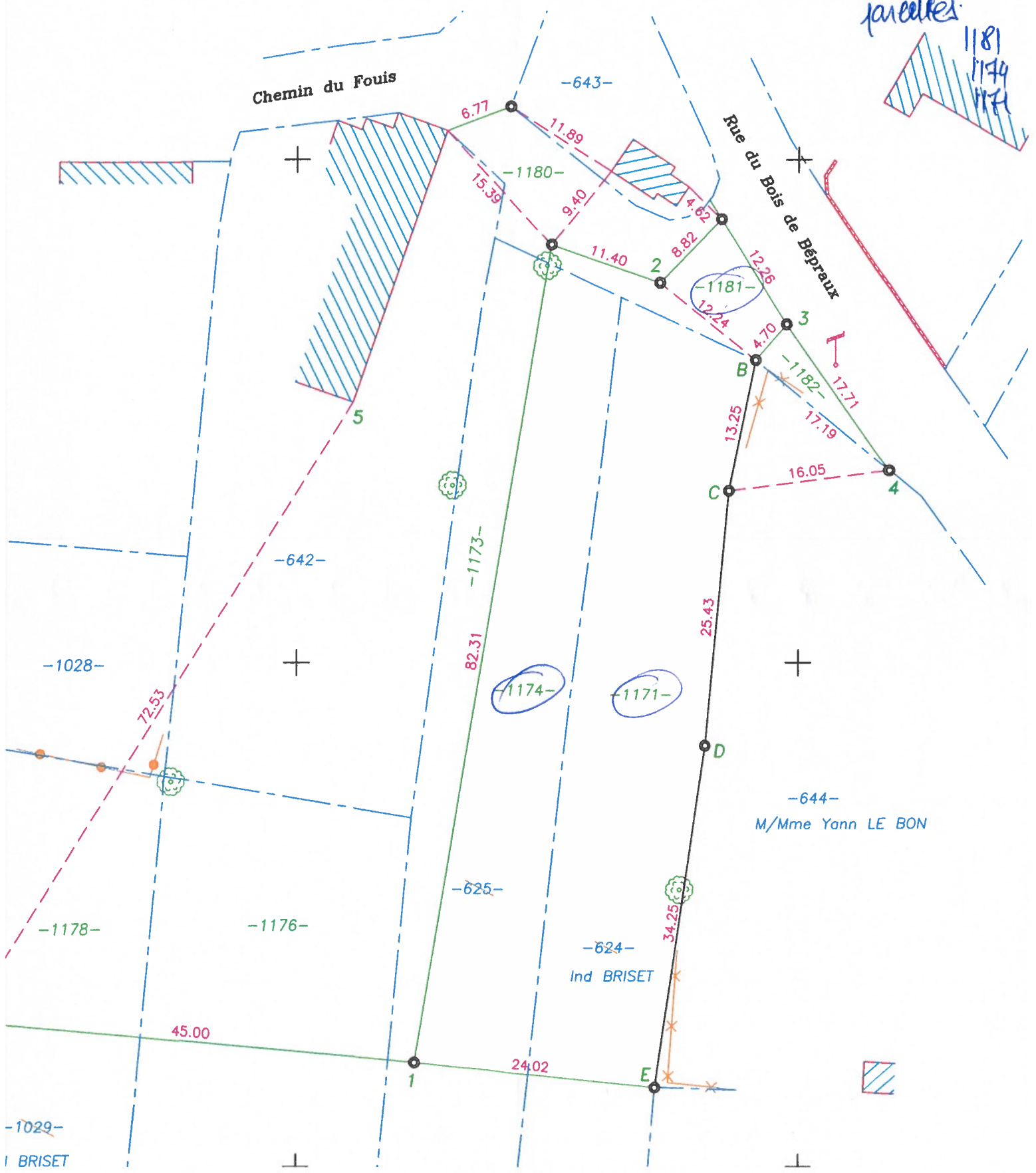
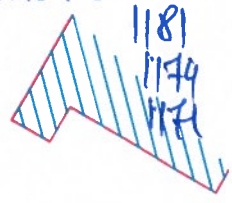
- Soit adressée au Maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal
- Soit déposée contre décharge en mairie

DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui en conteste le contenu peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les **deux mois** à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque le certificat est délivré par le préfet, saisir un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de **deux mois** vaut rejet implicite)

Arrière n° 4 sur 10-52

15 d'au 2025.
Remis par MR
BRISET
parceller



-1029-
BRISET